

Allocution du chef du Bloc Québécois

Barcelone, 11 novembre 2010

*Salutació a tots. Gràcies per acollir-me a Barcelona.*¹

(Salutations et remerciements d'usage)

Je suis très heureux d'être ici aujourd'hui dans la capitale du pays catalan.

D'abord, permettez-moi de me présenter : je suis le chef d'un parti souverainiste, le Bloc Québécois, qui œuvre au sein du Parlement canadien, à Ottawa. Depuis sa création, le Bloc a remporté une majorité de sièges au Québec à chacune des six élections fédérales auxquelles il a participé. Six victoires consécutives à des élections générales, c'est rare en Occident et ce que ça démontre, c'est que le Québec forme une nation à part entière.

Les nations québécoise et catalane ont d'ailleurs en commun cette volonté que nous avons d'exister en tant que nation à part entière. Je viens à la rencontre d'une nation qui elle aussi, comme le Québec, cherche à avoir une plus grande emprise sur son destin politique.

Chaque nation évolue dans un contexte particulier qui est le sien. Et chaque nation doit pouvoir décider elle-même, démocratiquement, de son statut politique. Pour certains, c'est la recherche d'une plus grande autonomie, tandis que pour d'autres, il s'agit d'accéder au statut de pays souverain.

Pour le Québec, il n'y a pas d'autre choix que de fonder un pays souverain. Le Canada a fermé la porte à toute possibilité de répondre aux aspirations nationales du Québec. En imposant une constitution, en 1982, que le Québec a toujours rejetée, le Canada s'est lancé dans une construction qui laisse de moins en moins de place à notre nation.

Ce désir de fonder un nouveau pays n'est pas du tout contradictoire avec celui de former de grands ensembles comme l'Europe. Au 21^e siècle, ce désir des nations démocratiques de définir elles-mêmes leur avenir s'inscrit généralement dans un contexte d'ouverture. Comme le disait Boutros Boutros Ghali, l'ancien secrétaire général des Nations Unies, il existe deux grands courants dans le monde : un premier courant qui a amené de plus en plus de nations à choisir la souveraineté politique, à créer leur propre pays, comme ce fut le cas en Europe dans les dernières décennies, et un deuxième qui voit la construction de grands ensembles politiques constitués de pays souverains, l'Europe en étant le prototype. Mais pour appartenir à un grand ensemble, encore faut-il exister. René Lévesque, la figure historique du mouvement souverainiste

¹ Salutations à tous. Merci de m'accueillir à Barcelone.

québécois, ne disait pas autre chose dès 1967, inscrivant ainsi notre mouvement dans la modernité.

La Slovaquie, par exemple, qui est devenue un pays dans les années 90, s'est empressée de se joindre à l'Union européenne. La semaine dernière à Ottawa, le Canada a fêté le 60^e anniversaire de ses relations avec la Tchécoslovaquie avec les ambassadeurs de la République tchèque et de la Slovaquie en toute harmonie. Et il est important de comprendre cela quand on aborde la question québécoise.

Le ressort qui pousse tant de Québécois à vouloir fonder un nouveau pays ne prend pas son élan d'un désir de séparation, de rupture avec le Canada. Le ressort du mouvement souverainiste québécois se trouve dans notre volonté d'accéder au monde pleinement, d'y participer, de nouer des relations d'égal à égal avec les autres nations du monde. Le projet souverainiste repose sur la volonté de faire du Québec un pays souverain, ouvert à la diversité et sur le monde et à la fine pointe de la modernité. Ce mouvement est très fort au Québec et ces jours-ci marquent le 15^e anniversaire du référendum de 1995.

La situation politique

Tout cela s'inscrit dans un contexte politique québécois et canadien dont j'aimerais vous parler. Je suis venu vous dire que la question de l'avenir du Québec n'est pas réglée. Et bien des éléments laissent présager une accélération de l'histoire qui pourrait emmener les Québécois à se prononcer une troisième fois sur leur statut politique. Je vais donc vous brosser un tableau des perspectives politiques au Québec et au Canada telles que je les vois.

Comme vous le savez sans doute, le Québec forme une nation à part entière. Ce point de départ est partagé par l'immense majorité de la classe politique québécoise, de gauche ou de droite, fédéralistes comme souverainistes. C'est d'ailleurs ce qui explique qu'en 2006, la Chambre des communes a reconnu la nation québécoise.

Malheureusement, cette reconnaissance est demeurée purement symbolique. Le Québec n'est toujours pas signataire de la Constitution canadienne, qui lui a été imposée en 1982. Il faut imaginer ce fait incroyable. Les Québécois sont gouvernés par une Constitution qu'ils ont rejetée et qu'ils continuent de rejeter depuis tout ce temps.

Au Québec, il y a donc un fort mouvement politique qui vise à en faire un pays souverain, libre de lever tous ses impôts, de faire toutes ses lois et de conduire ses relations internationales. Il y a aussi une masse importante de Québécois qui demeurent attachés au Canada, ce qui fait que l'opinion est à peu près également partagée entre souverainistes et fédéralistes.

Depuis 2003, il y a un gouvernement libéral à Québec dirigé par Jean Charest, un ancien chef du parti conservateur du Canada, fermement fédéraliste. L'intérêt de ce gouvernement est de mettre une sourdine aux conflits qui peuvent surgir entre Ottawa et Québec ou entre le Canada et le Québec, mais cela ne les fait pas disparaître.

De plus, le gouvernement dirigé par le premier ministre Charest entame son troisième mandat avec un taux record d'insatisfaction qui se vérifie sondage après sondage. En fait, son gouvernement est empêtré et plus il se débat, plus il semble s'enfoncer. C'est comme s'il s'enfonçait dans des sables mouvants.

De son côté, le Parti Québécois a une nouvelle chef, Pauline Marois, dont le leadership est solidement affirmé, les idées renouvelées, avec des élus dynamiques et une organisation en pleine santé. Tous les sondages des derniers mois indiquent que si des élections générales étaient tenues, le Parti Québécois obtiendrait une solide majorité gouvernementale. Il existe donc une forte probabilité que le Parti Québécois reprenne le pouvoir à Québec aux prochaines élections, qui se tiendront au plus tard en 2013.

L'objectif numéro un du Parti Québécois, c'est de réaliser la souveraineté du Québec. D'ici à ce que le Québec soit prêt, Mme Marois a l'intention de former un gouvernement qui n'hésitera pas à faire valoir les points de vue du Québec sur les questions névralgiques et à faire avancer le Québec vers la souveraineté.

Nous sommes parfaitement d'accord là-dessus, Pauline Marois et moi. Le Bloc Québécois et le Parti Québécois travaillent main dans la main, nous à Ottawa et eux à Québec. Ensemble, les souverainistes forment la plus grande force politique au Québec, avec 50 % de tous les élus aux deux parlements. D'ici aux prochaines élections québécoises, nous avons l'intention de préparer au maximum le projet souverainiste.

Du côté fédéral, à Ottawa, la situation est caractérisée par une reconfiguration politique fondamentale. Cette reconfiguration est liée à la question québécoise. En 1987, le Québec, l'ensemble des provinces canadiennes et le gouvernement fédéral ont conclu l'Accord du Lac Meech, une entente qui visait à réintégrer le Québec au sein de la Constitution canadienne. Dans cette entente, le Québec obtenait le strict minimum face à ses demandes historiques.

Cette entente, pourtant peu exigeante du point de vue québécois, a cependant été rejetée par plusieurs provinces canadiennes au moment où elle devait être entérinée, en juin 1990. Ce rejet a poussé les intentions de vote dans les sondages en faveur de l'indépendance du Québec à des niveaux très élevés.

En 1990, si le Parti Québécois avait été au pouvoir, les Québécois auraient donné une large majorité à la souveraineté. Ce rejet de Meech aura eu une conséquence : la création du Bloc Québécois, le parti souverainiste que je dirige.

L'entente de Meech a été aussi à l'origine de la création du Reform Party, qui s'y opposait. Stephen Harper, l'actuel premier ministre du Canada, était un des fondateurs de ce parti qui ressemblait beaucoup à la frange radicale du parti républicain aux États-Unis. En 1993, au moment des premières élections fédérales après Meech, le Reform Party a raflé la majorité des sièges dans l'Ouest canadien et le Bloc, la majorité des sièges au Québec. Les conservateurs de l'époque ont subi une raclée et le parti libéral de Jean Chrétien s'est faufilé au pouvoir en raflant tous les sièges ou presque en Ontario.

Mais les libéraux étaient en sursis, car ils avaient perdu leur bastion traditionnel au Québec. Car ce sont les libéraux qui ont imposé cette Constitution au Québec en 1982 et depuis, ils n'ont plus jamais réussi à gagner le Québec. Dans les années 2000, désespérés de regagner le Québec, ils ont dépensé des centaines de millions de dollars dans une vaste campagne de propagande. Mais l'argent a été détourné dans les coffres du parti et un immense scandale de corruption a éclaté.

Quand en 2003 Stephen Harper a réussi à unir la droite conservatrice sous un nouveau parti, la configuration politique, qui prenait ses origines autour de 1990, est apparue clairement. Il y a donc à Ottawa un gouvernement conservateur minoritaire depuis 2006. Si ce gouvernement est minoritaire, c'est simplement parce que le Québec a barré la route aux conservateurs. En fait, il y a une immense vague de droite qui déferle sur l'Amérique du Nord, mais il y a un peuple d'irréductibles qui résiste et c'est le Québec. Car si on exclut le Québec, Stephen Harper a remporté une confortable majorité aux élections de 2008. Hors Québec, il y a 233 sièges et les conservateurs en ont remporté 133, soit 16 de plus que la majorité qui se situe à 117. Au Québec, les conservateurs n'ont remporté que 10 sièges, soit moins de 15 %.

Depuis les dernières élections en 2008, les sondages montrent que l'opinion publique est très stable. S'il devait y avoir des élections demain, le Bloc Québécois conserverait la majorité au Québec et les conservateurs garderaient le pouvoir. Mais l'appui indéfectible des Québécois envers le Bloc fait en sorte qu'il est devenu très difficile pour un parti fédéral d'obtenir une majorité gouvernementale.

Voilà les perspectives politiques à Ottawa telles que je les vois.

Mais que le gouvernement fédéral soit formé par les libéraux ou les conservateurs, ça ne change pas grand-chose pour le Québec. Après tout, les gouvernements agissent toujours en fonction de leurs intérêts nationaux et souvent en fonction de leurs intérêts électoraux. Ce sont les mêmes intérêts pour les deux partis et l'opinion canadienne s'est beaucoup durcie depuis 20 ans face au Québec. Que ce soit en matière de langue, de culture, d'immigration, de finances publiques, de relations internationales ou simplement de respect des compétences constitutionnelles du Québec, une large majorité de Canadiens refuse tout compromis. 61 % des Canadiens refusent même d'envisager des négociations visant à conclure une entente constitutionnelle avec le Québec. Il y a là un blocage vis-à-vis du Québec qu'aucun parti canadien n'osera franchir, tant ce serait un suicide électoral au Canada.

Selon toute vraisemblance, nous allons nous retrouver avec un gouvernement souverainiste à Québec, face à un gouvernement fédéral minoritaire de plus en plus éloigné du Québec. Songez seulement que l'actuel gouvernement de Stephen Harper a obtenu moins de 15 % des sièges au Québec et moins de 25 % des votes en 2008.

S'il devait y avoir un nouveau référendum sur la souveraineté, les fédéralistes du Québec ne pourraient plus promettre le changement, de réformer la fédération canadienne. Ce ne serait pas crédible.

Le choix sera donc beaucoup plus clair qu'il ne l'a jamais été : d'un côté, il y aura la souveraineté, un statut normal pour beaucoup de nations. Et de l'autre, il y aura le *statu quo*, une situation qui affaiblit le Québec et que même les partis fédéralistes québécois trouvent insatisfaisante. Toutes les conditions sont donc réunies pour que dans les prochaines années la question du statut politique du Québec soit de nouveau posée.

Pour la communauté internationale

Il est important que la communauté internationale soit attentive, car elle aura un rôle à jouer si les Québécois décident de se donner un pays.

Pour mémoire, je rappelle que la démarche québécoise a été clairement balisée et établie à l'occasion des deux référendums de 1980 et 1995. Elle est exigeante et irréprochable au plan démocratique. À l'occasion des deux exercices précédents, un taux de participation très élevé et l'absence de toute violence furent en soi remarquables.

Au Québec, tous les partis s'entendent sur le fait que le libellé de la question référendaire est une prérogative de l'Assemblée nationale. Dans un avis sur cette question, la Cour suprême du Canada a souligné que la question référendaire devait être claire. Ce sera le cas.

Tous s'entendent également sur le critère de la majorité absolue, soit un seuil de 50 % + 1, ce qui a d'ailleurs amené les parties constituées à reconnaître la victoire du « non » en 1995, malgré une très faible majorité. C'est cette même règle voulant que les parties de l'État qui veut l'indépendance doivent s'entendre au préalable qui a guidé la décision de l'Union européenne de reconnaître l'indépendance du Monténégro.

Le gouvernement canadien, en participant activement aux deux campagnes référendaires, a lui aussi reconnu et légitimé la démarche québécoise. De son côté, la Cour suprême a émis l'avis selon lequel, advenant une majorité claire à une question claire, le Canada avait l'obligation de négocier. Michel Bastarache, un ancien juge de la Cour suprême du Canada, a d'ailleurs affirmé que si le Canada refusait de négocier, le Québec serait en droit de faire une déclaration unilatérale de souveraineté.

La souveraineté négociée, c'est la position adoptée avec une grande constance par le mouvement souverainiste québécois depuis 1967. À deux reprises, en 1980 et en 1995, le Québec a manifesté son intention de négocier de bonne foi avec le Canada afin d'assurer une transition ordonnée suite à un référendum gagnant. C'est toujours notre position.

Le Québec a également réitéré à maintes reprises sa volonté de préserver et de protéger les droits et le patrimoine institutionnel très étendu de la communauté anglophone, quel que soit le statut politique que choisiront les Québécois dans l'avenir.

En ce qui a trait aux nations autochtones, le Québec a été le premier, au Canada, à reconnaître leur existence nationale en 1985, sous René Lévesque. Le Québec a également conclu un traité avec la nation crie appelé *La paix des braves*. Et contrairement au Canada, le Québec appuie la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui spécifie très clairement que ces nations ont le droit à l'autodétermination, mais à l'intérieur des frontières des États où elles vivent. Un Québec souverain leur garantira au minimum les mêmes droits que ce qui leur est conféré actuellement par le Canada.

Pour ce qui est des frontières, le Canada partage la même position que tous les pays démocratiques, à savoir que le maintien des frontières reconnues, comme ce fut sa position face à l'ex-Yougoslavie.

En résumé, si le droit interne offre des balises pour l'accession à la souveraineté, cela demeure avant tout une question politique. C'est ce qu'est encore une fois venu démontrer l'exemple du Kosovo, dont la souveraineté a été reconnue malgré le droit interne serbe, qui interdisait une telle chose.

Le Québec a également déclaré son intention de conclure une entente d'association ou un partenariat avec le Canada à la suite de son accession au statut d'État souverain de façon à assurer la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux entre les deux pays.

Finalement, rarement une nation n'aura été aussi prête que le Québec à accéder au statut de pays souverain, que ce soit en matière économique, sociale, juridique, territoriale ou politique. Ce que nous attendons des pays et des nations européens, c'est qu'ils accompagnent le Québec dans ses choix.

La politique étrangère du Québec

Le Québec n'est pas un pays souverain et, en ce sens, il n'a pas toute l'emprise voulue en matière de politique étrangère. Le Bloc Québécois étant présent à la Chambre des communes, nous abordons régulièrement ces questions.

D'abord, je dois vous dire que pour ma part j'aborde ces questions de politique étrangère avec beaucoup de soin. J'essaie toujours de me figurer quelle serait la politique du gouvernement d'un Québec souverain, d'un pays responsable face à ses alliés et qui doit prendre des décisions qui ne sont pas toujours conformes aux désirs de l'opinion publique.

C'est ainsi que, par exemple, nous avons fortement appuyé l'intervention militaire au Kosovo. Sur l'Afghanistan, il y avait unanimité en Occident au départ et une résolution de l'ONU. Un Québec souverain aurait certainement participé à l'opération militaire qui a suivi les attentats du 11 septembre. Le Bloc Québécois y était favorable. Une fois qu'on s'est engagé, on doit agir de façon responsable vis-à-vis de nos alliés de l'OTAN. Comme cette opération se voulait également une tentative de *state building*, il fallait

mettre le paquet pour assurer la sécurité de la population, prendre le contrôle du pays et faire une différence dans la vie des gens pour gagner les cœurs.

Malheureusement, la guerre en Irak est venue complètement brouiller les cartes. Au lieu de porter l'essentiel de l'attention, des moyens militaires et financiers en Afghanistan, ce fut l'Irak.

Aujourd'hui, la position du Bloc Québécois est à l'effet que le Canada doit se retirer des opérations de guerre en Afghanistan et cette position est partagée par tous les partis à la Chambre des communes. Comme vous le savez, le Canada et le Québec ont beaucoup donné et nous avons largement payé le prix du sang.

Cela étant dit, je suis convaincu que le Canada et le Québec sont encore prêts à contribuer à l'effort de reconstruction et de *state building* en Afghanistan (formation des forces de police, aide humanitaire et renforcement de la démocratie), mais sans présence militaire, comme l'affirme Stephen Harper lui-même.

S'il devient un pays, le Québec ne pourra jamais faire une grande différence militaire, compte tenu de sa taille et de ses moyens. Néanmoins, nous pourrions certainement apporter notre contribution et il ne fait aucun doute que le Québec aura une armée et prendra ses responsabilités. Le Québec pourra surtout faire une différence par son appui politique et par des actions bien précises qu'il pourra entreprendre en développant des expertises pointues. Nous sommes francophones, ce qui nous permet d'œuvrer efficacement dans les pays francophones d'Afrique ou en Haïti. Et surtout, je verrais bien le Québec souverain devenir un spécialiste de la reconstruction après les conflits ou les catastrophes. Une chose est certaine, le Québec sera un acteur responsable sur la scène internationale.

L'autre question, ce sont les changements climatiques. Il s'agit à mon sens d'une question très importante. Et là-dessus, le Québec et le Canada ont des positions opposées qui s'expliquent essentiellement par des intérêts nationaux complètement divergents. L'environnement est au cœur du sujet, mais là-dessus, personne n'est contre la vertu. Ce qui fait que tel ou tel pays s'oppose ou non à une entente internationale contraignante, ce sont bien sûr les intérêts nationaux de chacun.

Une entente internationale contraignante de lutte aux changements climatiques, avec des marchés du carbone, comme celui qui existe en Europe, c'est très clairement à l'avantage stratégique du Québec. Nous avons d'immenses ressources d'énergie propre, hydraulique et éolienne.

Par ailleurs, ce sont nos importations de pétrole qui creusent notre déficit commercial. En 2008, quand le prix du pétrole a atteint 150 dollars le baril, notre déficit commercial a atteint 18 milliards de dollars, ce qui s'explique par des importations de pétrole brut de 17 milliards.

Vous comprenez que tout ce qui permet au Québec de réduire sa dépendance au pétrole et de rendre plus concurrentielle son énergie propre nous confère un avantage stratégique considérable. Et une entente comme Kyoto, ça allait dans ce sens-là.

Aujourd'hui, il m'apparaît évident que ni la Chine ni l'Inde ne sont disposées à conclure une entente contraignante qui freinerait leur croissance. On peut les comprendre, mais on doit aller de l'avant, avec ou sans eux. Cela signifie un marché des échanges avec plafond d'émissions, comme c'est le cas en Europe. Si les pays occidentaux signaient une telle entente, nos entreprises subiraient un important désavantage et il serait normal de procéder à un ajustement.

En Amérique du Nord, nos pays pourraient imposer un TIPP, un tarif sur les importations de produits polluants, qui s'appliquerait aux produits en provenance de pays qui ne limitent pas leurs émissions de GES. Ce serait une façon intéressante de relever le défi des changements climatiques tout en préservant notre compétitivité économique.

Pour ce qui est de la Chine, il y aura un prix à payer et c'est normal. Après tout, ce pays construit des centrales au charbon à la chaîne et nous inonde de produits subventionnés et exporte son chômage par une monnaie dévaluée artificiellement. Et puis la Chine s'est lancée dans un grand virage vert et si l'Amérique du Nord ne veut pas être à la traîne, les États-Unis devront tôt ou tard prendre ce virage. Nos économies devront un jour ou l'autre aller dans cette direction nous menant à des économies sans pétrole, que ce soit dans 20, 30 ou 50 ans.

La principale richesse naturelle du Québec, c'est son énergie propre. Nous sommes en train d'augmenter notre production hydroélectrique et notre potentiel éolien est à peine entamé. Si les États-Unis prennent résolument ce virage vers les énergies propres, ils trouveront au Québec un approvisionnement important, stable et sûr. Pour les États-Unis, se libérer de la dépendance au pétrole étranger, c'est aussi crucial sinon plus que pour le Québec, car à la réalité économique s'ajoutent les questions de sécurité.

Il y a confluence d'intérêts stratégiques entre le Québec et les États-Unis sur la question de l'énergie. L'économie canadienne, de son côté, est dopée par l'exploitation pétrolière et gazière. Mais si les États-Unis s'engageaient sur la voie que je propose, le Canada n'aurait d'autre choix que de se ranger.

En ces matières, il ne faut pas être trop pressé. Le résultat des élections américaines de mi-mandat ne laisse nullement présager que les États-Unis sont à la veille de plafonner leurs émissions de gaz à effet de serre. Mais les intérêts stratégiques des Américains vont, un jour ou l'autre, les amener à rejoindre l'Europe dans la lutte aux changements climatiques. À terme, je suis convaincu que l'Union européenne, qui agit avec force sur cette question, et l'Amérique du Nord trouveront une voie convergente pour combattre les changements climatiques. Et à cet égard, le Québec représente une partie de la solution.

C'est la même chose en ce qui a trait au projet de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne. Le Québec, il faut le savoir, fut le fer de lance ayant permis de conclure le traité de libre-échange avec les États-Unis à la fin des années 1980.

Au début des années 2000, le Bloc Québécois a été parmi les premiers à suggérer de conclure une telle entente, mais entre le Québec souverain et l'Europe. Nous sommes toujours favorables à une telle entente, cette fois entre le Canada et l'Europe.

Nous y mettons cependant deux conditions. D'abord, cette entente doit comporter une clause d'exemption culturelle. Et en ce qui concerne les marchés publics, nous souhaitons que les règles les régissant soient les mêmes qu'au sein de l'Union européenne.

Comme je l'ai dit un peu plus tôt, le Québec représente déjà un des liens privilégiés entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Une entente de libre-échange est clairement d'intérêt stratégique pour nous qui voudrions être le pont commercial et culturel par excellence de l'Atlantique.

Conclusion

Ici, la question de l'avenir politique du Québec ne fait pas beaucoup de bruit pour l'instant et un observateur extérieur pourrait croire que rien n'a changé au Québec et au Canada depuis 20 ans. En réalité, les choses bougent sous la surface et les courants de fond ont modifié la donne.

Pour le moment, rien ne peut se produire, puisque le gouvernement du Québec est dirigé par Jean Charest et qu'il n'est pas question pour lui de tenir un référendum sur la souveraineté. Mais dès que le Parti Québécois reprendra le pouvoir, tout redeviendra possible.

La nation québécoise est coincée dans un pays qui devient de plus en plus unitaire et demeure exclu de la Constitution canadienne. Les Canadiens ne veulent plus rien savoir d'accommoder le Québec. La volonté politique est donc absente. Les fédéralistes québécois sentent bien que le terrain est en train de glisser sous leurs pieds. D'autant que jamais n'avons-nous eu un gouvernement fédéral aussi éloigné des valeurs et des intérêts du Québec.

Tout cela laisse présager une accélération de l'histoire. Comme vous le savez, il y a dans l'histoire des décennies qui ne valent pas une heure et des heures qui valent des décennies. Les prochaines années pourraient bien être décisives pour le Québec. Le Bloc Québécois et le Parti Québécois, soutenus par des centaines de milliers de Québécois, travaillent en vue de ce moment décisif. Tout porte à croire que le Québec élira pour la première fois de son histoire une femme comme premier ministre. Ensemble, nous allons tout faire pour que le Québec devienne un pays souverain.

Je sais que le moment venu, la nation québécoise pourra compter sur l'appui de la nation catalane.

Moltes Gràcies